jti CERTIFIÉ | BNA
Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

# ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

## MARCHÉ BOURSIER RÉGIONAL

Page 3

# La BRVM affiche une bonne performance à fin juin 2025

*Selon la note de conjoncture économique rendue publique en juillet dernier par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a affiché une bonne performance en juin 2025. Les principaux indicateurs boursiers sont orientés à la hausse, traduisant un regain d'activité sur le marché.*

### LE RÉSEAU D'INNOVATION DE L'ACCÉLÉRATEUR DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN CONCLAVE

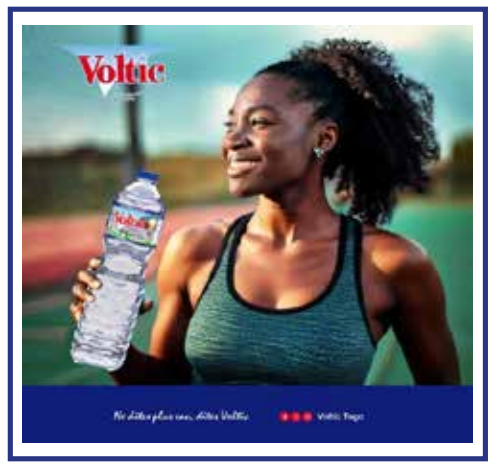
**Un pas vers l'avenir de l'alimentation en Afrique** P.4

### LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG)

**Les acteurs de foi engagés dans la justice de genre en conclave à Lomé** P.2

### BANQUE

**Le Camerounais CCA Bank prépare son entrée sur le marché tchadien** P.6



Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)

# Les acteurs de foi engagés dans la justice de genre en conclave à Lomé

***En vue d'identifier les défis majeurs et d'élaborer un agenda commun d'intervention, Faith to Action Network et ses partenaires organisent depuis ce mardi 26 août 2025, à Lomé, un atelier régional des Communautés de Pratiques sur la Justice de Genre et la Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG).***

**Bernard AFAWOUBO**

Cette rencontre régionale de coordination, de partage d'expériences et de reconnaissance des initiatives les plus impactantes au cours de l'exercice 2024 – 2025, rassemble les leaders religieux, jeunes, femmes et acteurs communautaires venus de plusieurs pays de la Sous-région.

Axée autour du thème central : « Foi et justice de genre : défis, responsabilités et opportunités pour les acteurs de foi », cette rencontre de trois jours permettra de renforcer la synergie entre les acteurs de foi engagés dans la justice de genre et valoriser les bonnes pratiques développées dans le cadre du projet « Ma foi pour la justice de genre ».

En effet, dans le but de mettre fin aux violences basées sur le genre en rendant les actions plus visibles, effectives, impactantes et durables, F2A, met en œuvre depuis janvier 2025 le projet « Ma foi pour la justice de genre » dans 11 pays de l'Afrique de l'Ouest, et depuis 2021 le projet « Faith Actors for Justice (FA4J) » pour mobiliser les institutions religieuses et les organisations de la société civile.

Exécutés en partenariat avec des organisations confessionnelles, des acteurs de foi et des organisations de la société civile, ces projets visent à promouvoir l'égalité de genre et les droits des femmes à travers l'engagement des leaders religieux, des jeunes et des communautés de foi.

En s'appuyant sur les réussites capitalisées lors des ateliers régionaux et nationaux, lesdits projets prévoient des rencontres de communautés de pratiques régionales des acteurs de foi, des organisations religieuses et de la société civile pour renforcer les synergies, partager les expériences, les leçons apprises, les difficultés, les défis et les stratégies d`améliorations afin d`harmoniser les actions pour plus d'impacts.

Au menu cet atelier de trois jours figure plusieurs thématiques à savoir meilleures pratiques pour l'engagement des leaders religieux, des acteurs de foi et des communautés ; Stratégies de financement pour les projets de justice de genre ; Mobilisation des jeunes et des femmes dans les initiatives de foi ; Dialogue interreligieux pour l'égalité de genre ; et Plaidoyer et transformation des normes sociales.

Plusieurs résultats sont attendus à l'issue des travaux de cet atelier notamment la consolidation des mécanismes de coordination régionale interreligieuse ; la production d'un rapport de capitalisation valorisant les pratiques et engagements ; élaboration d'un agenda commun pour les actions post-atelier et l'attribution de prix aux meilleures initiatives, selon des critères objectifs et inclusifs.

Faith to Action est un réseau interconfessionnel mondial dirigé par le Sud, regroupant des membres des religions Bahaïe, Bouddhiste, Chrétienne, Confucéenne, Hindoue, Musulmane et des Cultes endogènes. Le Réseau mobilise des acteurs de foi pour le dialogue interconfessionnel et la collaboration afin de promouvoir la santé et le bien-être des familles ; les droits des femmes et la justice de genre ; ainsi que des communautés pacifiques, justes et inclusives, en accord avec leur foi.

Inondation

# La population de la région des Savanes invitée à la vigilance et au respect des consignes

***(TOGODAILYNEWS) – Le colonel Calixte Madjoulba, ministre de la sécurité et de la protection civile, a à travers un communiqué rendu public le 26 août 2025, alerté les populations de la région des savanes dans son ensemble et en particulier les populations des communes Kpendjal-Ouest 1, Kpendjal-Ouest 2, Kpendjal 2 ainsi que les localités situées en aval notamment les communes Oti 1, Oti 2, Oti-Sud 1, Oti-Sud 2, d'une montée préoccupante des eaux dans le bassin de la rivière Sansargou.***

Selon les observateurs des stations hydrologiques, en ce qui concerne la station de Ponio, la rivière a débordé de son lit mineur et atteint déjà certaines habitations.

Du côté de Borgo, le premier seuil d'alerte de 5 m a été dépassé avec une hauteur de 5,78 m enregistrée.

Les prévisions annoncent une montée continue des eaux au cours des cinq prochains jours.

Tous les acteurs des plateformes régionales et locales de réduction des risques de catastrophes sont invités à une surveillance accrue des outils d'alerte et à se tenir prêts pour toutes interventions nécessaires.

Par la même occasion, le colonel Calixte Madjoulba exhorte les populations des localités riveraines à plus de vigilance et au respect strict des consignes de sécurité.

Le ministre appelle les populations a plus de vigilance et au respect strict des consignes de sécurité notamment de se tenir informées en permanence à travers les canaux officiels et privés de communication notamment radios, services de sécurité et de protection civile, réseaux sociaux etc.; surveiller étroitement la montée des eaux au niveau des balises et des échelles limnométriques ; signaler immédiatement toute montée inquiétante, aux autorités locales, aux structures de secours ou en appelant les numéros verts 170, 118, 1014.

Elles devraient également éviter de s'installer et/ou de mener toute activité (circulation, lessive, baignade, rituels etc.) à proximité de la rivière en crue ainsi que dans les zones à risque d'inondation et renforcer la surveillance des personnes vulnérables (personnes âgées, mineurs, personnes en situation de handicap et femmes enceintes).

Pour conclure, le ministre demande aux populations de contacter le Centre national des opérations d'urgence (CNOU) de l'Agence nationale de la protection civile (ANPC) et ses centres régionaux en composant le numéro vert 170, pour toute information.

ECO & FINANCES
Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email: ecofinances.Infos@gmail.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES
N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
Site web: www.ecoetfinances.com
Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

**Directeur de publication**
Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

**Rédacteur en Chef**
Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

**Rédacteurs**
Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

**Direction Commerciale**
00228 97 25 84 84

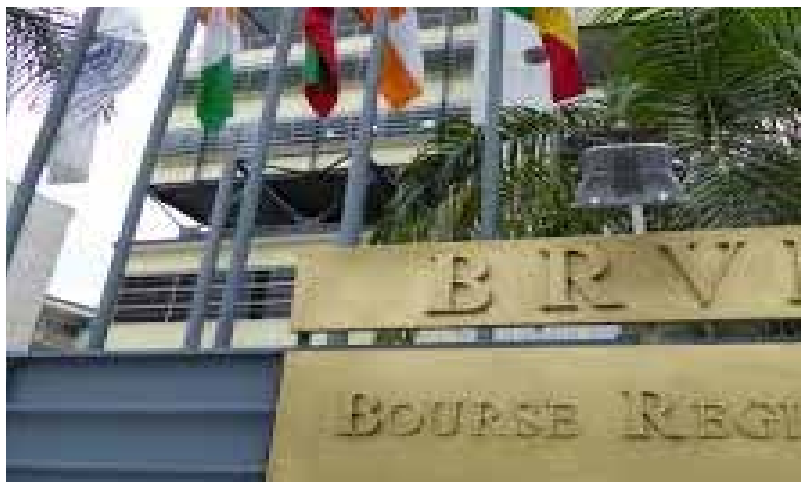
**Graphiste**
Stan AZIATO
91 77 02 74

**Imprimerie**
ECO & FINANCES
**Tirage:** 3000

Marché boursier régional

# La BRVM affiche une bonne performance à fin juin 2025

***Selon la note de conjoncture économique rendue publique en juillet dernier par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a affiché une bonne performance en juin 2025. Les principaux indicateurs boursiers sont orientés à la hausse, traduisant un regain d'activité sur le marché.***




*Patience SALLAH*

D'après la Banque centrale, l'indice BRVM Composite a progressé de 3,0% par rapport à fin mai 2025, atteignant 312,0 points. L'indice BRVM 30, représentant les 30 valeurs les plus actives, a augmenté de 2,7% pour s'établir à 155,8 points. En glissement annuel, les deux indices ont enregistré de fortes hausses : +34,9% pour le BRVM Composite ; +35,2% pour le BRVM 30, par rapport à juin 2024.

En ce qui concerne la capitalisation boursière totale, elle a atteint 22.436,7 milliards de francs CFA fin juin 2025, soit une progression de 17,3% sur un an. Cette évolution est portée par la bonne performance des secteurs suivants : agriculture : +95,6% ; industries : +81,1% ; finances : +33,6% ; services publics : +29,6% ; distribution : +12,5% et transport : +11,4%.

Dans le détail, la capitalisation du marché des actions a grimpé de 40,8%, atteignant 12.031,0 milliards de francs Cfa. En revanche, celle du marché des obligations a reculé de 1,7%, pour se fixer à 10.405,7 milliards de francs CFA. Sur le marché régional des titres publics, les États membres ont levé 972,7 milliards de francs CFA en juin, en baisse de 30,1% soit -418,8 milliards de francs CFA par rapport à mai.

Ce dynamisme boursier intervient dans un contexte de recul de l'inflation au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Le taux d'inflation annuel s'est établi à -0,2% en juin 2025 contre 0,6% en mai, soit une baisse de 0,8 point de pourcentage. Cette baisse est principalement due à la diminution des prix des produits alimentaires dont la contribution à l'inflation a reculé de 0,9 point.

Au niveau mondial, les principaux indices boursiers ont également progressé en juin 2025. Aux États-Unis : NASDAQ : +5,5%, DOW JONES : +2,3%. Au Royaume-Uni : FTSE 100 : +1,7% (après +5,0% en mai) ; Japon : NIKKEI 225 : +2,9%. En revanche, certains marchés européens ont connu un léger recul: CAC 40 (France): -1,3%; EUROSTOXX 50: -0,6%.

En Afrique, la tendance est également positive: NSE (Nigeria): +6,5%; FTSE (Afrique du Sud): +3,3%; BRVM 30: +3,2%; BRVM Composite: +2,8%; MASI (Maroc): +2,4%. Seul l'indice GSE du Ghana a connu un recul de 3,7%. Les résultats de juin 2025 témoignent d'une dynamique positive sur les marchés boursiers de la sous-région et à l'international. Porté par la bonne tenue de plusieurs secteurs clés et un contexte de faible inflation, le marché boursier régional offre de bonnes perspectives aux investisseurs.

Numérique

# Vers une inclusion accrue des femmes dans les filières technologiques au Togo

***La semaine dernière, l'Université de Lomé a été le théâtre d'un événement marquant pour l'avenir des femmes dans le secteur numérique au Togo. Du 19 au 22 août 2025, environ soixante participantes venues de Lomé, Kara et Sokodé se sont réunies pour un atelier national axé sur l'inclusion des femmes dans les filières technologiques. Organisé par l'Agence Togo Digital, en partenariat avec le projet ProDigiT de la GIZ, cet atelier a permis de poser les jalons d'un avenir numérique plus inclusif.***

*Anissatou AFFO*

L'atelier a débuté par la présentation d'une étude consacrée à l'égalité de genre dans le numérique, mettant en lumière les obstacles et les opportunités qui se présentent dans ce domaine en pleine expansion. Les participantes ont également eu l'opportunité d'échanger avec des figures emblématiques de la Tech togolaise, telles que Sati Sai de Trankyl, Binta Barry de Semoa, Belynda Latre Lawson-Betum du CDA, et Doris Djaglo de Makifaa. Ces intervenantes ont partagé leurs expériences et ont inspiré les participantes à croire en leurs capacités, tout en soulignant l'importance de la diversité dans les filières technologiques.

L'un des moments forts de cet atelier a été les sessions de co-construction d'un plan d'action national visant à créer un environnement plus inclusif et attractif pour les étudiantes et jeunes professionnelles dans les domaines STEM (Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques). Cette approche collaborative a permis d'identifier des solutions concrètes pour surmonter les défis rencontrés par les femmes dans le secteur, tout en encourageant l'engagement des différents acteurs de la société.

En parallèle des discussions, un hackathon intitulé «Education for Her» (EduHer) a animé les travaux. Les équipes de jeunes innovateurs ont enchaîné idées et créativité pour présenter des projets numériques visant à favoriser l'éducation des filles. C'est l'équipe de l'École Supérieure de Gestion et d'Informatique (ESGIS) qui a remporté le premier prix, suivie des participants de l'Université de Kara et de Defitech. Ces équipes bénéficieront d'un accompagnement technique du Togo Data Lab pour mettre en œuvre leurs idées.

À l'issue de l'atelier, une charte a été adoptée pour la création de clubs Tech dans les universités togolaises. Ces clubs auront pour mission de sensibiliser et d'accompagner les étudiantes vers les filières technologiques, créant ainsi des espaces d'échange et de soutien pour celles qui souhaitent se lancer dans le numérique.

Pour les participantes, cet atelier a été bien plus qu'une simple formation. « Il m'a permis de renforcer ma confiance et de comprendre que des efforts réels sont faits pour améliorer l'éducation des jeunes femmes dans la Tech », confie Abidé N., étudiante en développement web mobile. Ce sentiment de valorisation et d'engagement partagé a résonné au sein du groupe, laissant entrevoir un avenir où les femmes auront une place prépondérante dans le paysage technologique.

Cet atelier national a révélé une dynamique prometteuse pour l'inclusion des femmes dans le secteur technologique au Togo. En alliant expertise, créativité et engagement, les participantes ont non seulement renforcé leur réseau, mais ont également ouvert la voie à un avenir où les voix féminines résonneront de manière égale dans le monde numérique. Les prochaines étapes consisteront à traduire ces discussions en actions concrètes, car chaque initiative compte pour faire avancer la cause de l'égalité de genre dans la Tech.

Le réseau d'innovation de l'accélérateur de sécurité alimentaire en conclave

# Un pas vers l'avenir de l'alimentation en Afrique

***Les 25 et 26 août derniers, le premier atelier technique du Réseau d'innovation de l'accélérateur de sécurité alimentaire (FSA) s'est tenu à Dzogbépimé, dans la préfecture de l'Avé, au Togo. Cet événement, axé sur le thème « Alimentation, impact réel », a été organisé en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et du Développement rural ainsi que l'Initiative d'adaptation en Afrique (IAA). Il a rassemblé des acteurs clés de l'écosystème agroalimentaire africain, portant un regard sur les enjeux et les opportunités liées à l'alimentation durable sur le continent.***

*Anissatou AFFO*

Cet atelier représente une étape fondatrice dans le développement du réseau d'innovation des systèmes alimentaires soutenu par le FSA. Les participants, qui comprenaient des représentants des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), des incubateurs, des chercheurs, des partenaires techniques, ainsi que des bailleurs de fonds, ont eu l'opportunité d'échanger des expériences et d'identifier des défis communs. Ensemble, ils ont exploré des pistes concrètes pour renforcer l'impact des innovations alimentaires africaines.

Le programme de l'atelier était riche et varié, alternant entre communications officielles, discussions techniques, démonstrations d'équipements innovants et ateliers pratiques. Les participants ont ainsi eu la chance de s'initier à des techniques de valorisation des cultures locales et de formulation de produits adaptés aux besoins croissants des zones urbaines. Le but était de stimuler la créativité et d'encourager l'utilisation de matières premières locales pour renforcer la sécurité alimentaire.

Une exposition riche et diversifiée a également été au programme, mettant en avant des produits transformés provenant de différents pays africains. Les visiteurs ont pu découvrir une large gamme de produits allant des gâteaux à base de céréales locales, aux chips, en passant par les beurres de karité, les jus naturels, les infusions, huiles et crèmes. Cet étalage de savoir-faire a été l'occasion de démontrer la richesse et la diversité des ressources alimentaires africaines.

L'atelier a également été marqué par une soirée de gala sous le thème « La tradition rencontre la technologie ». Cet événement a permis de mettre à l'honneur les synergies entre innovation moderne et savoir-faire ancestral, prouvant ainsi qu'il est possible d'allier tradition et modernité pour tirer profit des ressources locales.

Le maire de la commune Avé 1, Alexandre Aziabu, n'a pas manqué de saluer cette initiative comme un vecteur d'espoir pour les communautés rurales. Dans son discours, il a souligné l'importance d'accompagner les petits producteurs et les jeunes entrepreneurs pour impulser une dynamique de développement local. Pour lui, cette rencontre s'inscrit complètement dans la stratégie de développement local et de renforcement des capacités agricoles.

Bitoka Justin, chef de section de la prospective au ministère en charge de l'Agriculture, a également participé aux échanges, exprimant la nécessité d'une feuille de route gouvernementale articulée autour de la mécanisation, de l'irrigation et de l'accès au financement. Il a mis en avant l'amélioration notable de la productivité agricole à l'échelle nationale, résultat d'investissements significatifs dans les Zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP). Son intervention a rappelé aux participants que, pour réussir, il est crucial de comprendre les défis structurels et d'identifier des opportunités concrètes.

La directrice générale du FSA, Sandra Freitas, a conclu en mettant en exergue l'importance de cet atelier, qui se tient en amont du Forum africain sur les systèmes alimentaires prévu pour 2025. Pour elle, cet événement est une plateforme essentielle pour bâtir des partenariats solides, partager des contributions concrètes et développer des solutions pratiques pour le Togo et au-delà. Sa vision est claire : chaque initiative prise à cet atelier devrait contribuer au développement économique et social du pays, tout en posant les premières pierres de la Conférence internationale "Real Food" prévue pour 2026.

UEMOA

# Abdoulaye Diop fait un suivi du projet PASTA-CO

***La Commission de l'Uemoa poursuit son engagement en faveur d'un espace aérien régional plus sûr et mieux régulé. Le 21 août 2025, le Président de la Commission de l'Uemoa, Abdoulaye Diop a présidé une séance de travail à Ouagadougou consacrée à la mise en œuvre du Projet d'Appui au Secteur du Transport Aérien en Afrique Centrale et Occidentale (PASTA-CO).***

Aux côtés des commissaires Jonas Gbian, responsable du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC), et Lassine Bouaré, en charge du Département des Services Administratifs et Financiers, le Président de la Commission a examiné l'état d'avancement de ce programme régional lancé en 2015 et qui doit s'achever en décembre 2026.

D'un montant global de 2,27 milliards de F CFA, financé par la Banque africaine de développement (BAD), le projet associe l'UEMOA, la CEDEAO et la CEEAC.

Il vise notamment à renforcer les capacités des Agences Régionales de Sécurité Aérienne, améliorer la sûreté et la certification des aéroports internationaux, et assurer un meilleur suivi des programmes de transport aérien.

Si des actions concrètes ont déjà été menées, notamment en matière de formation et d'études techniques, le projet a toutefois connu des retards et des difficultés. Des recommandations ont été formulées pour relancer sa mise en œuvre, en collaboration étroite avec les partenaires financiers et institutionnels.

Abdoulaye Diop a insisté sur la nécessité de capitaliser les acquis du PASTA-CO pour accroître l'efficacité des missions de l'Unité Régionale de Supervision de la Sécurité et de la Sûreté de l'Aviation Civile (URSAC). Par ailleurs, saisissant l'occasion, le Président de la Commission n'a pas manqué d'encourager la poursuite des réflexions pour bâtir un système de transport aérien plus performant et mieux adapté aux besoins économiques et sociaux de la région.

# BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

BRVM – BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES – Afrique de l'Ouest

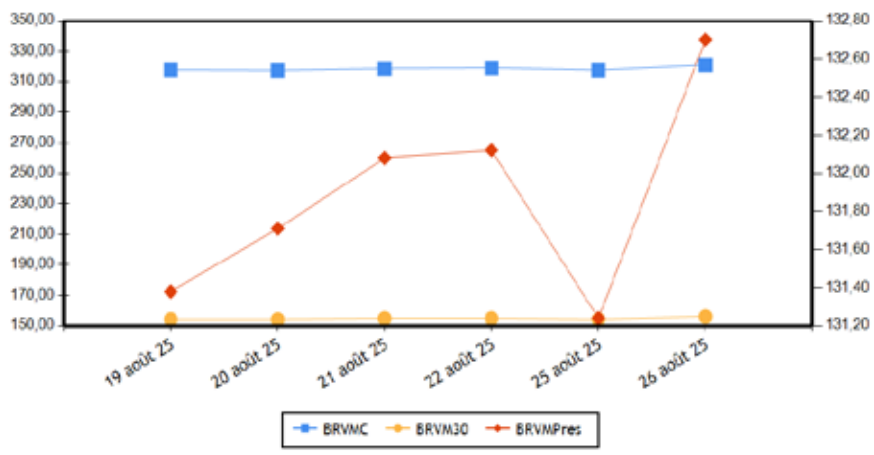
mardi 26 août 2025 — N° 160

| BRVM COMPOSITE | 320,91 |
|---|---|
| Variation Jour | 1,07 % |
| Variation annuelle | 16,26 % |

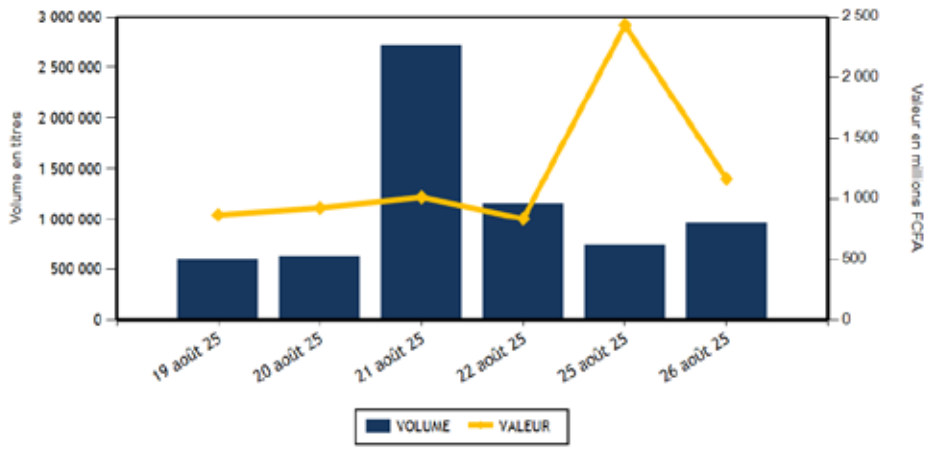
| BRVM 30 | 156,01 |
|---|---|
| Variation Jour | 1,30 % |
| Variation annuelle | 12,45 % |

| BRVM PRESTIGE | 132,70 |
|---|---|
| Variation Jour | 1,11 % |
| Variation annuelle | 15,55 % |

Evolution des indices




Volumes et valeurs transigés




| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|---|---|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 12 373 005 426 944 | 1,07 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 953 560 | 44,82 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 1 147 245 507 | -30,54 % |
| Nombre de titres transigés | 45 | 0,00 % |
| Nombre de titres en hausse | 24 | 14,29 % |
| Nombre de titres en baisse | 17 | 0,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 4 | -42,86 % |

| Obligations | Niveau | Evol. Jour |
|---|---|---|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 10 873 794 561 595 | 4,22 % |
| Volume échangé | 1 939 | -97,63 % |
| Valeur transigée (FCFA) | 17 953 000 | -97,69 % |
| Nombre de titres transigés | 5 | -16,67 % |
| Nombre de titres en hausse | 0 | |
| Nombre de titres en baisse | 0 | -100,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 5 | 66,67 % |

## PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|---|---|---|---|
| SICOR CI (SICC) | 3 675 | 7,30 % | -8,13 % |
| SETAO CI (STAC) | 690 | 6,98 % | 53,33 % |
| ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT) | 17 | 6,25 % | 6,25 % |
| TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC) | 2 580 | 5,09 % | 3,20 % |
| CIE CI (CIEC) | 2 210 | 4,74 % | 0,68 % |

## PLUS FORTES BAISSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|---|---|---|---|
| BERNABE CI (BNBC) | 1 780 | -6,32 % | 67,14 % |
| ORAGROUP TOGO (ORGT) | 1 750 | -2,78 % | -8,85 % |
| UNIWAX CI (UNXC) | 725 | -2,68 % | 76,83 % |
| AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC) | 1 500 | -2,60 % | 11,94 % |
| BICI CI (BICC) | 15 600 | -2,50 % | 11,43 % |

## INDICES PAR COMPARTIMENT

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BRVM-PRESTIGE | 10 | 132,70 | 1,11 % | 15,55 % | 39 504 | 407 048 385 | 10,15 |
| BRVM-PRINCIPAL | 37 | 193,48 | 0,56 % | 40,09 % | 914 056 | 740 197 122 | 83,87 |

## INDICES SECTORIELS ANCIENS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BRVM - INDUSTRIE | 11 | 269,52 | 0,07 % | 129,65 % | 38 105 | 159 499 950 | 229,11 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 5 | 726,11 | 1,73 % | -4,96 % | 15 506 | 219 532 905 | 10,14 |
| BRVM - FINANCES | 16 | 124,92 | 0,78 % | 22,77 % | 843 813 | 569 870 987 | 8,18 |
| BRVM - TRANSPORT | 1 | 367,16 | -2,60 % | 11,74 % | 4 366 | 6 582 215 | 4,76 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 329,15 | -0,08 % | 67,02 % | 24 270 | 140 672 625 | 10,59 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 373,27 | 2,19 % | 11,33 % | 26 303 | 49 557 200 | 55,27 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 2 | 640,59 | 0,61 % | -1,37 % | 1 197 | 1 529 625 | 11,37 |

## INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

| Base = 100 au 02 janvier 2025 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BRVM - TELECOMMUNICATIONS | 3 | 94,79 | 1,68 % | -5,21 % | 11 180 | 206 346 420 | 10,04 |
| BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE | 7 | 108,23 | 0,58 % | 8,23 % | 29 270 | 25 721 765 | 81,26 |
| BRVM - SERVICES FINANCIERS | 16 | 122,77 | 0,78 % | 22,77 % | 843 813 | 569 870 987 | 8,18 |
| BRVM - CONSOMMATION DE BASE | 9 | 222,19 | 0,15 % | 122,19 % | 30 099 | 245 055 145 | 195,55 |
| BRVM - INDUSTRIELS | 6 | 142,06 | -1,27 % | 42,06 % | 13 523 | 41 778 795 | 5,40 |
| BRVM - ENERGIE | 4 | 110,47 | 2,01 % | 10,47 % | 21 349 | 45 285 910 | 13,73 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 2 | 102,63 | 3,29 % | 2,63 % | 4 326 | 13 186 485 | 8,49 |

Banque

# Le Camerounais CCA Bank prépare son entrée sur le marché tchadien

***(Investir au Cameroun) - Une délégation de dirigeants de la banque camerounaise CCA Bank a été reçue en audience le 25 août 2025 à Ndjamena, par le ministre d'Etat tchadien chargé des Finances, du Budget, de l'Economie, du Plan et de la coopération internationale, Tahir Hamid Nguilin. Selon le compte rendu de l'audience diffusé par ce département ministériel, les deux parties se sont entretenues principalement sur l'ouverture au Tchad d'une succursale de CCA Bank.***

L'aboutissement de ce projet, dont le chronogramme n'a pas été précisé, devrait permettre à CCA Bank de réaliser sa toute première implantation hors du Cameroun, et de devenir la onzième banque commerciale en activité au Tchad. Mais, pour se frayer un chemin sur le marché bancaire tchadien, CCA Bank devra non seulement compter avec la concurrence, menée principalement par Ecobank et Commercial Bank Tchad, les leaders du marché ; mais aussi la très faible inclusion financière du pays. Selon le document sur la Stratégie régionale d'inclusion financière dans la Cemac 2025-2029, le taux de bancarisation au Tchad était estimé à seulement 5% en 2021, contre une moyenne sous-régionale de 12%.

CCA Bank n'est pas le seul établissement de crédit à lorgner le marché tchadien. L'on se souvient qu'au sortir d'une audience au ministère des Finances et du Budget à Ndjamena le 11 mai 2022, celui qui était alors tout nouveau directeur général d'Afriland First BanK, Célestin Guéla Simo, avait révélé l'intérêt du leader du marché bancaire au Cameroun pour le Tchad.

« Le Tchad est un pays qui regorge d'énormes potentialités économiques. C'est un marché aux perspectives d'évolution prometteuses, qui bénéficie d'un positionnement géostratégique unique. Avec une population jeune et dynamique, le pays représente à nos yeux un bon risque à prendre », avait-il expliqué. Mais depuis lors, rien n'a filtré autour de ce projet.

**Agrément unique**

Le projet d'implantation de CCA Bank au Tchad survient dans un contexte marqué par l'institution par la Cobac, le régulateur du secteur bancaire dans la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA), de l'agrément unique. Grâce à cette nouvelle réglementation, en vigueur depuis le 1er janvier 2025, les groupes bancaires disposant déjà d'un agrément dans l'un des pays de cette communauté peuvent ouvrir des succursales dans d'autres pays, sans avoir besoin d'obtenir de nouveaux agréments comme par le passé. Ce qui devrait faciliter l'extension du réseau bancaire dans la Cemac.

Créée en 1997 à Bafoussam, CCA Bank a effectivement démarré ses activités en 1998 sous la forme de société coopérative d'épargne et de crédit. Elle obtient un agrément en qualité d'établissement de microfinance (EMF) de deuxième catégorie en juillet 2001 et va progressivement évoluer pour devenir une banque universelle en mai 2018, après les autorisations des autorités monétaires locale et sous-régionale.

CCA Bank est la 8è banque - sur 19 en activité - au Cameroun en matière d'encours de crédits, avec une part de marché de 6,17%, et la 4e en matière de dépôts, avec 8,05% des parts de marché au 31 mars 2025. Au 31 décembre 2024, le total du bilan de cette banque s'élevait officiellement à 837 milliards FCFA, le produit net bancaire atteignait 53,6 milliards de FCFA, et le résultat net s'établissait à 19,1 milliards de FCFA, en progression de 46,7% par rapport à 2023.

CRRH-UEMOA

# Une croissance soutenue et une solidité confirmée

***La Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) a tenu son 60ème Conseil d'Administration le 26 août 2025 sous la présidence de Monsieur Thierry TANOH. Cette séance a validé des résultats semestriels en nette progression et acté des décisions stratégiques renforçant la croissance et le positionnement de l'institution sur le marché régional.***

**DES RÉSULTATS FINANCIERS EN FORTE PROGRESSION**

Au 30 juin 2025, le Produit Net Bancaire s'élève à 2,54 milliards FCFA, en progression de 45% par rapport à la même période en 2024, porté par la dynamique de l'activité de refinancement. Le résultat net atteint 1,40 milliard FCFA, en hausse de 66% sur un an. Le total bilan s'établit à 343 milliards FCFA, en croissance de 19% par rapport à fin 2024, témoignant de la solidité financière et du renforcement des capacités d'intervention de la CRRH-UEMOA. Cette croissance s'accompagne d'un renforcement des fonds propres, portés à 14,13 milliards FCFA grâce à l'entrée de nouveaux actionnaires.

La note financière long terme attribuée par Bloomfield Investment Corporation a été relevée de AA+ à AAA, avec une perspective stable, reflétant le renforcement de la solidité financière de la CRRH-UEMOA et une confiance accrue des investisseurs.

**FAITS MARQUANTS**

• Mobilisation réussie de 60 milliards FCFA à travers l'émission inaugurale d'un Social Bond noté « SQS1 – Excellent » par Moody's, une première dans l'UEMOA pour le logement abordable.

• Renforcement du capital social avec l'entrée de trois nouvelles banques de l'UEMOA dans l'actionnariat de la CRRH-UEMOA.

• Obtention du visa de l'AMF-UMOA sur le programme de titrisation de prêts au logement ZAKA conçu en partenariat avec BOAD Titrisation, et lancement de la première opération de titrisation de prêts hypothécaires de l'UEMOA avec NSIA Banque Côte d'Ivoire.

**GOUVERNANCE RENFORCÉE**

Le Conseil d'Administration a été recomposé avec la rotation des sièges attribués aux banques de l'UEMOA, notamment l'intégration de la banque BSIC Togo, ainsi que l'arrivée de deux nouveaux administrateurs indépendants, renforçant ainsi la gouvernance et la diversité des expertises :

• Marie-Madeleine COULIBALY VASCONSERVE, Consultante Expert-Comptable inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Côte d'Ivoire, avec plus de 30 ans d'expérience professionnelle.

• Didier APHING KOUASSI, banquier d'investissement et Administrateur, Directeur Général de Phœnix Capital Management, expert des marchés financiers et en ingénierie financière.

**PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE 2025**

Au second semestre 2025 la CRRH-UEMOA déploiera un projet avec la Banque mondiale et la BOAD pour intensifier le refinancement des banques et des SFD de l'UEMOA. Parallèlement, le programme de titrisation ZAKA sera accéléré et de nouvelles banques intégreront l'actionnariat. Ces initiatives stratégiques renforceront la capacité de la CRRH-UEMOA à soutenir de manière durable le financement du logement abordable dans la région.

**A propos de la CRRH UEMOA**

Créée en 2010 par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et l'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA (AMF-UMOA), la CRRH-UEMOA est une institution financière régionale de premier plan dédiée au financement du logement dans l'UEMOA. Depuis sa création, elle a mobilisé plus de 475 milliards FCFA, permettant de financer plus de 100 000 ménages. L'institution joue un rôle clé dans le développement du marché hypothécaire et le financement de projets immobiliers dans la région.

Finantialafrik.com

Environnement

# Vers l'organisation d'une COP de résultats en Australie en 2026 ?

***L'idée fait son chemin à travers une tournée africaine du Conseiller régional pour le Changement climatique du Haut-commissariat d'Australie au Kenya, Daniel FEATHERSTON. Il était au Togo, le 25 aout 2025, où il a eu une séance de travail avec le ministre de l'environnement et des ressources forestières, FOLI-BAZI Katari. Les échanges qui se sont déroulés au cabinet du ministre ont permis au Conseiller d'expliquer les contours de la démarche australienne et de recueillir les attentes du Togo pour cette 31e Conférence des parties prévue pour novembre 2026 au pays des Kangourous.***

Entamé depuis janvier 2025, l'enjeu de cette tournée est de mieux comprendre les besoins fondamentaux des pays africains dans la lutte contre les changements climatiques afin que ceux-ci soient pris en compte lors de la 31e Conférence des parties (COP 31). Une COP que l'Australie, le pays organisateur veut différente et productive. « On veut avoir une COP avec de vrais impacts. On ne veut pas qu'il y ait juste des annonces sans parvenir à des décisions concrets » a déclaré le Conseiller-changement climatique, Daniel FEATHERSTON.

Pour ce faire, les autorités australiennes envisagent d'organiser la COP 31 sous un format réduit, réunissant essentiellement les gouvernements et quelques partenaires. L'idée est de donner l'occasion aux gouvernements d'échanger « de manière très honnête » afin de parvenir à des solutions concertées. C'est dans cette optique que l'Australie a entrepris de travailler en amont avec les pays africains afin que les résultats soient à la hauteur de leurs attentes.

Ainsi, avec le Ministre de l'environnement, les discussions ont tourné autour de l'épineuse question du financement de la lutte contre les changements climatiques, le point sur le marché de carbone, le reboisement et l'implication de la société civile dans la lutte contre les changements climatiques.

Abordant la question de financement, il est souligné les difficultés des pays africains, dont le Togo, à avoir accès aux fonds nécessaires pour atténuer et s'adapter aux effets pervers des anomalies climatiques qui sont déjà visibles partout sur le continent. Sur ce point, l'Australie qui est membre du Fonds vert pour le climat se dit prête à œuvrer pour faire des reformes de cette institution afin de faciliter l'accès aux financements des pays africains.

L'autre sujet évoqué a porté sur le marché du carbone au Togo. Il ressort des discussions qu'en dépit des conditions juridiques créé par l'Etat pour son développement, le marché de carbone peine à prendre forme et à s'animer pleinement. Il est mis en cause, entre autres, le manque de clarté qui borde ses contours, les disparités et la non harmonisation de la valorisation sur ce marché. Autant de raison qui amène le Togo a avancé prudemment sur ce marché. Voilà pourquoi il est relevé la nécessité de renforcer les capacités des acteurs afin d'améliorer leur niveau de compréhension du fonctionnement de ce marché. Il y a de véritables opportunités à saisir pour le Togo sur ce marché s'il venait à atteindre la plénitude de ses potentialités ont-ils reconnu.

Parlant de l'implication du secteur privé dans la lutte contre les changements climatiques, il est noté que le risque trop élevé fait peur aux investisseurs privés qui rechignent à s'engagé dans ce combat en Afrique. Il est souhaité que le gouvernement et le secteur privé travaillent ensemble pour mettre en place des mécanismes pour minimiser le risque afin de mobiliser massivement les investissements privés dans la lutte contre les changements climatiques.

Le ministre de l'environnement et des ressources forestières, FOLI-BAZI Katari a salué la démarche de l'Australie qui témoigne de sa volonté de faire bouger les lignes. Parce que dit-il « Il y en a qui prennent des engagements mais qu'ils ne respectent pas. L'Australie qui sera le pays qui va accueillir la COP en 2026 aura donc les outils nécessaires pour faire avancer les choses ».

Parlant des besoins spécifiques du Togo, le ministre à indiqué que la priorité pour le gouvernement c'est le reboisement avec l'ambition décennale de planter un milliard d'arbres à l'horizon 2030 et la mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau nationale (CDN). Il a aussi évoqué la question de l'érosion côtière qui menace plusieurs communautés de pêcheurs du littoral et surtout la ville d'Aného. En dépit de la volonté politique, il déplore l'insuffisance des moyens financiers pour mener à bien ces initiatives. Le ministre a instruit ses collaborateurs de continuer les échanges avec la partie australienne et de partager les informations sur l'évolution de la situation.

Médicaments

# Les autorités sanitaires rappellent les lots de Parafizz et de Paracétamol

***(Togo Officiel) - Au Togo, des lots de Parafizz et de Paracétamol font l'objet d'un rappel préventif. L'annonce faite par le ministère de la Santé à travers la Direction de la pharmacie, du médicament et des laboratoires, concerne les stocks de Parafizz 500 mg comprimés effervescents et de Paracétamol 500 mg.***

La décision fait suite à la détection d'un défaut de qualité sur certains numéros de fabrication, pouvant constituer un risque pour la santé publique. Les grossistes-répartiteurs sont invités à suspendre immédiatement la distribution et à rapatrier les produits concernés, tandis que les pharmaciens d'officine sont appelés à cesser toute dispensation et à retourner les stocks.

"Cette disposition n'est ni une suspension de l'autorisation de mise sur le marché, ni une abrogation", a précisé la Direction.

Pour rappel, il y a quelques semaines, le gouvernement avait interdit l'importation, la distribution, https://www.republiquetogolaise.com/social/0808-10950-commerce-le-gouvernement-interdit-la-vente-de-la-tomate-concentree-tasty-tom»>la commercialisation et l'exposition d'un produit agroalimentaire pour des raisons de santé.

28 NOV
14 DEC
2025

20e FOIRE INTERNATIONALE DE LOME

*Foire de toutes les opportunités*

FOIRE INTERNATIONALE DE LOME

40 ANS

ICI NAISSENT LES GRANDES RENCONTRES

THÈME : « 40 ANS D'HISTOIRE, 20 ÉDITIONS : UN REGARD SUR LE PASSÉ, UN CAP SUR L'AVENIR »

+228 91 20 70 70
+228 99 20 70 70

www.cetef.tg

CETEF TOGO-2000